Agriculture

Des voix: Bravo!

M. Towers: ... et pour prouver que le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) a parfaitement tort de dire que l'opposition officielle veut faire faire son travail par l'Auditeur général, je propose, appuyé par le député de Peace River (M. Baldwin):

Que le ministre de l'Agriculture remette immédiatement à la caisse de l'Assistance à l'agriculture des Prairies tous les fonds qu'on en a retirés aux fins d'un bureau dont l'activité est complètement étrangère à ce programme d'assistance et qui semble être le siège social des libéraux à Regina, bureau occupé par un adjoint exécutif du ministre de l'Agriculture, autrefois député libéral à l'Assemblée législative.

M. l'Orateur: Malgré le caractère quelque peu politique de cette motion, comme on la propose en conformité de l'article 43 du Règlement, elle ne peut être débattue qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

● (1410)

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

ON SUGGÈRE QUE LES SESSIONS SE TIENNENT À PÉRIODES
FIXES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion se rapportant à une question importante et urgente.

Étant donné qu'il serait avantageux à plusieurs points de vue que les périodes de session du Parlement soient déterminées à l'avance, et ce, par le Règlement, et étant donné qu'il est de plus en plus nécessaire que les députés sachent à l'avance à quelles périodes de l'année la Chambre sera en session, afin que leur famille puisse profiter avec eux de la période des vacances, je propose, appuyé par l'honorable député d'Abitibi (M. Laprise):

Que cette Chambre charge le comité de la procédure et de l'organisation d'étudier la possibilité que soient agencées les périodes de session et de vacances parlementaires avec le calendrier scolaire.

M. l'Orateur: En vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime; la motion ne peut donc pas être présentée.

[M. Towers.]

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA PUBLICATION DES DONNÉES RELATIVES AUX
MAJORATIONS DE SALAIRES EXCESSIVES—LES VUES DU
MINISTRE DU TRAVAIL QUANT À LA DOCUMENTATION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre suppléant? Le ministre des Finances aurait déclaré vendredi dernier que les hausses de salaires au Canada correspondent à peu près au double de celles qui s'obtiennent aux États-Unis, et qu'elles nuisent sérieusement à notre position concurrentielle et à la poursuite de nos grands objectifs. Voici donc les propos qu'il aurait ajoutés:

Il ne s'agit pas d'un mythe—nous avons les chiffres à l'appui et nous les publierons.

Étant donné l'importance de cette question et la confusion que crée, entre autres, une déclaration contradictoire du ministre du Travail à la Chambre le 27 mai, le premier ministre suppléant pourrait-il nous dire quand ces chiffres et ces analyses seront publiés?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne sais trop quand le ministre des Finances compte présenter le document qui précède habituellement le budget. Quoi qu'il en soit, j'ai vu les chiffres et je sais que le ministre des Finances a l'intention de les communiquer à la Chambre dans le cadre de son exposé budgétaire.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Les chiffres et les analyses dont le premier ministre suppléant et le ministre des Finances ont parlé ont-ils été communiqués au ministre du Travail et, si oui, les accepte-t-il?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances les a présentés au cabinet. Je ne suis pas sûr si le ministre du Travail était alors présent. Quoi qu'il en soit, les discussions du cabinet, le député le sait, lui qui fut premier ministre, sont confidentielles.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, pour mettre les choses au point, disons que je me satisfais d'avoir été un jour premier ministre d'une province. Je pose une dernière question supplémentaire au premier ministre suppléant. Je ne lui demande pas de divulguer des secrets ni de nous dire ce qui a pu se passer aux réunions du cabinet. Je lui demande ceci: le ministre du Travail, qui a l'importance tâche de représenter au sein du gouvernement les intérêts et points de vue du monde du travail au Canada, accepte-t-il les chiffres et analyses du ministre des Finances? Le premier ministre suppléant peut-il nous donner cette assurance et ainsi dissiper la confusion née des déclarations contradictoires des deux ministres?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je puis seulement répéter ce que j'ai dit: les discussions du cabinet ont un caractère confidentiel, ce qui se doit. Je ne puis en dire davantage. Si le chef de l'opposition veut adresser des questions au ministre du Travail, lorsqu'il sera ici, alors c'est autre chose, mais je ne puis, pour ma part, répondre autrement que je ne l'ai fait.